

assumés par le Canada en tant que puissance moyenne ne correspondent, somme toute, à rien de plus qu'une notule historique intéressante.

Cette régionalisation signifie-t-elle que le multilatéralisme est lui aussi chose du passé ? Si l'on prend en compte les résultats probables de la conjoncture et ce qui sera tolérable (et souhaitable, il va s'en dire) dans l'ordre mondial en train de poindre, les Canadiens doivent écarter la perspective de funérailles pour le multilatéralisme des puissances moyennes, et songer plutôt à organiser des noces. Depuis la fin de la Guerre froide surtout, le pouvoir se divise, et les conflits se multiplient; certaines interdépendances s'intensifient, et la mondialisation, ce n'est plus du boniment. Au lieu de renoncer au multilatéralisme, ou de le reléguer aux cases secondaires de l'échiquier international, nous devons reconnaître que jamais moment n'a été plus indiqué pour élargir et approfondir le concept sur de nombreux plans : la sécurité collective, la gestion économique, les nouveaux régimes de sécurité à instaurer, et la justice sociale internationale.

Si l'État est mort, quel est ce gros objet à l'air prétentieux, constamment secoué par des hoquets juste en face de Windsor ? Comment appeler ces nouvelles entités qui naissent tous les jours en brandissant des drapeaux, et quelle est la principale forme d'organisation politique choisie un peu partout dans le tiers-monde, où la majorité de l'humanité ne peut nourrir aucun espoir fervent d'entrer gentiment dans le sein d'une communauté supra-nationale prospère ?

On ne sait toujours pas si des blocs régionaux, hermétiques et exclusifs se formeront dans l'hémisphère nord, ou s'ils seront ouverts et responsables sur la scène internationale pour favoriser, et non entraver, la progression vers l'ordre mondial. Le Japon résiste encore aux pressions de ceux qui voudraient le voir réagir, en brandissant sa propre menace, au danger des blocs régionaux fermés, mais les pressions grandissent chaque jour. Tout comme les Canadiens, les Japonais savent qu'il leur faut une garantie régionale de remplacement, au cas où l'ordre multilatéral ouvert (assuré, en particulier, par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) s'effondrerait. Tout comme les Canadiens également, ils savent qu'un monde de blocs régionaux fermés représenterait un mauvais pis-aller.

Peut-on sérieusement envisager un «nouvel ordre mondial» qui comprendrait trois blocs fermés rassemblant le quart riche de l'humanité, dont les membres seraient à la gorge les uns des autres et prêcheraient bien gentiment la démocratie, les règles de l'économie de marché et le désar-